

Le Forum mondial de l'eau

Partage international n° [154](#) - Juin 2001

Si les 4 000 délégués (venus de 150 pays) du second Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu au mois de mars, aux Pays-Bas, se sont engagés à préserver les ressources en eau pour le XXI-siècle, nombre d'entre eux ont cependant critiqué l'insuffisance de la prise en compte de la situation spécifique des plus pauvres - même si une déclaration ministérielle publiée à la fin de la Conférence l'a reconnue : « *Les ressources en eau, et les écosystèmes qui les assurent sont menacés par la pollution, le gaspillage et la mauvaise gestion, les modifications dans l'utilisation des sols et les changements climatiques, pour ne citer que quelques facteurs. Ces menaces concernent d'abord les plus pauvres, car ils sont touchés les premiers. Nous avons un objectif commun : assurer la sécurité en eau pour le XXI-siècle.* »

On estime à un milliard la population mondiale qui ne dispose pas d'eau salubre, et à deux milliards celle qui manque des facilités sanitaires de base. L'humanité ne dispose que de moins de 0,08 % de l'eau présente sur la planète. Et l'on s'attend à une hausse de près de 40 % de la demande dans les deux prochaines décennies.

Cette crise de l'eau a plusieurs raisons. La première est l'augmentation de la population et le désir d'élévation du niveau de vie. Une seconde tient à la mauvaise utilisation que nous faisons de l'eau. L'irrigation, en particulier, est à la source d'un immense gaspillage, l'eau s'écoulant lentement et s'évaporant avant même d'avoir atteint le sol. Une troisième est la pollution, qui rend inutilisable une partie de l'eau restante, comme le montre de manière frappante la Mer d'Aral, exemple flagrant des dommages que peut causer ce fléau, tant au sol qu'à l'eau.

Le Forum a identifié cinq défis à relever pour faire face aux besoins fondamentaux en eau, notamment le

partage des ressources, et la fixation de prix au plus près des coûts de production. Mais il a été incapable de suggérer des sources de financement, publiques ou privées, bien que cette question ait précisément fait l'objet d'un débat animé : selon la Commission mondiale de l'Eau, appuyée par les Nations unies, l'investissement en eau devra doubler et passer à 180 millions de dollars par an si l'on veut atteindre les objectifs, et seul le secteur privé est en mesure d'apporter un tel capital. Mais un point de vue adverse, représenté par le directeur des Eaux et Forêts d'Afrique du Sud, Mike Muller, soutenait que l'on ne pouvait mettre la satisfaction de ce droit fondamental qu'est l'eau à la merci du secteur privé, c'est-à-dire du marché, qui sera conduit à faire payer ses services au prix fort.

Si rien ne change, c'est la moitié de la population mondiale qui n'aura plus accès à l'eau potable d'ici 2025. Selon l'ONU, les principaux conflits que connaîtra l'Afrique dans les 25 prochaines années tourneront autour de ce problème.

Le prochain Forum mondial de l'eau se tiendra au Japon en 2003.

Sources : BBC News Online, G.-B.

Thématiques : [Société](#), [environnement](#)

Rubrique : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)